

Tunis, le 26 mars 2021

Note N° 34

Objet : Centrale des Risques de la Microfinance

Le Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance,

Vu le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.

Vu la loi n°2016-35 du 25 avril 2016 portant fixation du statut de la Banque Centrale de Tunisie.

Vu le protocole d'accord signé le 13 mai 2015 entre l'Autorité de Contrôle de la Microfinance et la Banque Centrale de Tunisie, pour l'échange des données.

Vu l'arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

Vu la note de l'ACM n°6 du 07 janvier 2016 relative à la centrale des risques de la microfinance telle que modifiée et complétée par la note n°21 du 28 mai 2018.

Vu les délibérations du conseil d'administration de l'ACM des 10 novembre 2020 et 24 mars 2021.

Porte à la connaissance des institutions de microfinance ce qui suit :

I. La section 2" Définitions" de la note ACM n°6 du 07 janvier 2016 telle que modifiée et complétée par la note n°21 du 28 mai 2018 est modifiée comme suit :

Sixième tiret (nouveau) :

- **Le fil de l'eau :** C'est la déclaration en temps réel ou au plus tard à la fin de la journée des flux CRM indiqués dans la sous-section D « Fréquence des déclarations » de la section III de la note ACM n°6. Le déclarant est libre d'utiliser l'une des technologies de déclaration disponibles à savoir le web services, la moulinette ou autres, mais tout en respectant un délai de déclaration **journalier**.

II. Le troisième tiret de la sous-section C "Règles de déclaration des données" de la section 3 "Traitement des déclarations" de la note de l'ACM n°6 du 07 janvier 2016 telle que modifiée et complétée par la note n°21 du 28 mai 2018 est modifié comme suit :

Troisième tiret (nouveau) :

- Les données du contrat sont déclarées une seule fois au moment de déblocage ou, le cas échéant au plus tard la fin de la journée. En cas de correction des termes du contrat, l'IMF doit adresser à cet effet, une demande à l'ACM qui se chargera de rectifier les données du contrat au niveau de la CRM.

III. Le premier et le deuxième tiret de la sous-section D "Fréquence des déclarations" de la section 3 "Traitement des déclarations" de la note ACM n°6 du 07 janvier 2016 telle que modifiée et complétée par la note n°21 du 28 mai 2018 sont modifiés comme suit :

Premier tiret (nouveau) :

- Les déclarations des données se feront au fil de l'eau, pour les flux suivants :
 - ✓ Personne physique,
 - ✓ Contrat,
 - ✓ Clôture,
 - ✓ Radiation,
- Les déclarations au fil de l'eau sont rendues obligatoires pour toutes les IMFSA à partir du 1^{er} avril 2021. Tout retard est passible de sanction.

Deuxième tiret (nouveau) :

- Les flux encours et échéanciers sont déclarés sur une base mensuelle. Ces flux sont arrêtés au dernier jour ouvrable de chaque mois et doivent parvenir correctement à la CRM au plus tard (10) dix jours après la date d'arrêté. Tout retard est passible de sanction.

IV. Est ajouté à la section 4 " Modalités de déclaration et de consultation " de la note de l'ACM n°6 du 07 janvier 2016 telle que modifiée et complétée par la note n°21 du 28 mai 2018 une nouvelle sous-section E comme suit :

Nouvelle sous-section E : Rapport de dégradation/amélioration du score simple des clients de l'IMF :

C'est un rapport Excel renseignant sur l'évolution du score simple des clients de l'IMF. Ce rapport est mis à jour à une fréquence mensuelle et accessible aux IMF via une demande de service SED. L'accès à ce rapport ne requiert aucune autorisation de l'ACM.

Le Directeur Général de
L'Autorité de Contrôle de la
Microfinance


Mounoud Mansour MANSOUR